

## **COMMUNIQUÉ DE LA FGF 13**

Le 10 juillet dernier, le premier Conseil commun de la Fonction publique s'est tenu sous la présidence de M. Darmanin, Ministre de l'action et des comptes publiques. Conformément aux engagements du président Macron et aux annonces faites à la FGF-FO lors d'une audience en juin dernier, le ministre a rappelé ses priorités et les mesures décidées qui sont autant d'attaques contre les fonctionnaires que nous ne pouvons que dénoncer.

### **Suppression de 120 000 postes de fonctionnaires**

Notre organisation syndicale s'oppose fermement à la volonté affichée de supprimer 120 000 postes de fonctionnaires sur le quinquennat à venir mais également à la préconisation de la Cour des Comptes de recourir à nouveau aux non remplacements de fonctionnaires partant à la retraite.

### **Gel du point d'indice**

Dès l'annonce du gel du point d'indice pour 2018 jeudi 29 juin, la FGF a dénoncé cette mesure injuste pour des agents qui ont déjà perdu près de 16% de pouvoir d'achat depuis 2000, et que les deux revalorisations de 0,6 % de la valeur du point, intervenues en juillet 2016 et en février 2017, sont insuffisantes à restaurer, après six années de gel intégral.

### **Rétablissement du jour de carence**

Le ministre a annoncé le 6 juillet le rétablissement du jour de carence pour les agents de la Fonction publique à partir de janvier 2018. Au prétexte de l'égalité avec le privé, qui ne tient pas car le jour de carence est en grande partie compensé dans le secteur privé, cette décision ajoute encore à la stigmatisation des fonctionnaires et agents publics, comme s'il fallait leur retirer un privilège indu.

### **L'annonce des « États généraux de l'action publique »**

Une des priorités du gouvernement est de mettre en place les « États généraux de l'action publique » (automne 2017) dès le mois de septembre. Les organisations syndicales seront consultées à cette occasion, mais ces États généraux seront couplés avec la consultation directe des agents, ce qui, d'une certaine manière, est un moyen de contourner les organisations syndicales représentatives. Notons que depuis l'arrivée du nouveau gouvernement, les annonces concernant la fonction publique se sont faites en grande partie par voie de presse, ce qui augure mal du dialogue social.

Ces premières mesures préfigurent celles qui vont suivre : privilégier le contrat au statut (pour certaines missions à définir), engager une réforme des retraites systémique pour les secteurs privé-public, et dans le privé, élaborer une loi travail XXL aggravant la loi El Khomri.

Pour FO, il y a urgence à renoncer à cette politique suicidaire en répondant aux revendications :

- **Augmentation de 16 % de la valeur du point d'indice ;**
- **Aucune suppression d'emploi et création des emplois statutaires nécessaires au bon fonctionnement des services publics ;**
- **non au rétablissement du jour de carence dans la Fonction publique**
- **Défense et amélioration du statut général des fonctionnaires et des statuts particuliers.**

**Quand dès son arrivée un gouvernement veut passer en force contre les intérêts particuliers de nos mandants, nous savons aussi construire le rapport de force. C'est pourquoi la FGF-FO 13 appelle tous les camarades à participer au meeting de rentrée de l'UD FO 13, avec Jean-Claude Mailly, le jeudi 7 septembre à 15h:**

**CONTRE UNE LOI TRAVAIL XXL  
POUR LA DÉFENSE DE NOTRE PROTECTION SOCIALE COLLECTIVE  
POUR LA DÉFENSE DES DROITS DES SALARIÉS DU PUBLIC ET DU PRIVÉ**